

Monde du Travail



Organisation internationale du Travail

SCREAM

Arrêtez le travail des enfants!

La défense des droits des enfants par l'éducation, les arts et les médias





Halte au travail des enfants!

**La défense des droits des enfants
par l'éducation, les arts et les médias**

Monde du travail

Organisation internationale du Travail

But – Permettre de mieux comprendre les rouages du monde du travail et son impact sur les différents aspects du travail des enfants. Développer des contacts avec les partenaires sociaux dans l’optique d’attirer l’attention sur la question du travail des enfants et de partager la responsabilité en vue de son abolition. Encourager une discussion tripartite sur le travail des enfants.



Avantage – Approfondit la compréhension des rôles joués par différents secteurs de la société et montre comment ces secteurs peuvent contribuer à l’abolition du travail des enfants. Accroît le potentiel pour l’intégration, la sensibilisation et la collecte de fonds au sein de la communauté.

Temps d’exécution

6 séances simples et 3 séances doubles d’enseignement, si toutes les activités sont exécutées

Note pour l’utilisateur

Ce module s’ajoute aux modules Création littéraire, Recherche et information, Entretiens et enquêtes, Débats et Médias. Il est donc conseillé d’exécuter ces modules avant d’effectuer celui-ci. Le Monde du travail est un module important pour aider les jeunes à comprendre comment fonctionnent les sociétés et comment interagissent les différents éléments au sein des sociétés. Il serait cependant préférable d’attendre qu’ils acquièrent un certain degré de connaissances et de compétences afin de mieux tirer parti des exercices.

Le module Recherche et information aura donné un aperçu sur les relations entre les partenaires sociaux et le gouvernement, aussi bien que sur les questions humanitaires et sur les aspects liés au développement qui ont été identifiés comme étant prioritaires. Le module Entretiens et enquêtes les aura encouragés à contacter des personnalités éminentes liées au monde du travail. Le module Création littéraire les aura aidés à développer leurs compétences littéraires ; et les modules Médias, leurs compétences de communication. Dans le module Débats, les jeunes auront appris à affiner leurs arguments sur la question du travail des enfants et à les présenter de manière convaincante devant un public, au sein duquel il y aura probablement des représentants du monde du travail.



Motivation



L'OIT est unique dans le système des Nations Unies, étant donné que sa structure implique non seulement les membres des gouvernements mais également les représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs. Il s'agit d'une structure "tripartite". Le tripartisme fait référence au rapport spécial entre les partenaires sociaux dans le cadre de l'OIT, où les travailleurs, les employeurs et les gouvernements contribuent à l'établissement de normes du travail et à la protection des droits des travailleurs partout dans le monde. Le tripartisme est fondamental non seulement en ce qui concerne la stabilité sociale mais également la croissance et le développement durables. Dans cette perspective, une attention spéciale doit être accordée au travail des enfants.

L'OIT encourage également le tripartisme entre les États Membres, en promouvant un "dialogue social" entre travailleurs, employeurs et gouvernements. "Dialogue social" est le terme attribué aux discussions et aux négociations entre les organes tripartites - le gouvernement, les employeurs et les syndicats. Cela s'appelle un "dialogue" étant donné qu'il s'agit d'un échange de points de vue et d'expériences entre les différents groupes d'intérêt lorsqu'ils essayent de parvenir à un consensus sur une situation, matière ou question, en particulier celles de nature économique ou sociale. La référence à "social" est due à l'engagement des partenaires sociaux et aussi parce que ce dialogue est censé se concrétiser dans l'intérêt de la société.

Par ailleurs, ce module vise à promouvoir le "dialogue social" entre, d'une part, les jeunes et, d'autre part, le gouvernement et les organisations de travailleurs et d'employeurs du pays où ils habitent. Une partie du processus éducatif consiste à comprendre comment fonctionne le monde du travail et comment nous partageons, tous ensemble, une responsabilité à l'égard de ce qui se passe au sein de nos sociétés. Néanmoins, en développant ces modules, nous sommes toujours conscients que les systèmes de gouvernement, de partenariat social, de représentation de travailleurs et d'employeurs, etc. varient considérablement d'un pays à l'autre. Il se peut que les structures et les systèmes mentionnés ici ne correspondent pas à ceux de votre propre pays, mais ceci n'affectera pas l'exécution des activités illustrées dans ce module. Vous devrez probablement faire quelques adaptations ici et là pour tenir compte du modèle

tripartite. En effet, vous pouvez vous intéresser de plus près au modèle tripartite en tant que promoteur de la démocratie sociale. Ce module peut favoriser votre propre compréhension du modèle tripartite et l'OIT peut vous apporter davantage d'informations.

Le processus de sensibilisation au problème du travail des enfants, en vue d'agir dans le sens de son abolition, est un processus mondial. Il implique donc le plus grand nombre possible d'acteurs dans la communauté élargie, notamment ceux qui peuvent, très vite, modifier la situation : le gouvernement, les travailleurs (syndicats) et les employeurs. Il ne suffit pas de donner du pouvoir aux jeunes grâce d'une part aux connaissances en matière de travail des enfants, d'autre part aux outils pour utiliser et divulguer ces connaissances ; nous avons besoin de situer la question du travail des enfants dans un contexte plus large et d'encourager les jeunes à apprendre davantage sur la manière dont les choses fonctionnent dans le cadre d'une économie et au sein de la société en général. Ceci les aidera à identifier les "cibles" marquantes durant leurs activités de sensibilisation et donc à soutenir leurs efforts en vue d'accroître la prise de conscience et de promouvoir l'action.

Si le travail des enfants existe dans votre pays, le rôle du gouvernement et des partenaires sociaux est de travailler ensemble pour retirer les enfants du lieu de travail et de s'occuper de leur réintégration, instruction et bien-être y compris celui de leurs familles. Si le travail des enfants n'est pas prédominant dans votre pays (il existe toutefois sous une forme ou une autre dans la plupart des pays du monde), il constitue néanmoins une question qui nécessite l'attention des gouvernements, des travailleurs et des employeurs et leur soutien dans la campagne mondiale pour l'éliminer. Ceci peut être fait de plusieurs façons, comme l'expliquent les activités ci-après.

Ce module informe les jeunes sur ce que ces différents acteurs peuvent faire pour soutenir la campagne mondiale d'abolition du travail des enfants, en expliquant quels sont leurs différents rôles dans le cadre de l'économie et de la société. Il aide aussi les jeunes à établir des liens plus étroits et plus forts avec ces parties prenantes. Enfin, il les aidera à informer ces parties prenantes de leur projet de travail et à solliciter leur soutien et aide. C'est un pas de plus vers leur épanouissement et vers le processus de responsabilisation. Il consacre les jeunes en tant qu'agents de la mobilisation sociale au sein de la communauté.

Préparation



Avant d'exécuter ce module, il serait préférable de faire une recherche initiale de base sur les trois groupes qui constituent la structure tripartite - les gouvernements, les organisations de travailleurs (syndicats) et les organisations d'employeurs - et voir comment fonctionne le système dans votre pays. Renseignez-vous s'ils organisent des programmes éducatifs à l'intention des jeunes. Par exemple, certains syndicats proposent des programmes destinés aux étudiants ou à des groupes de jeunes et leur offrent des informations sur leurs droits sur le lieu de travail, les avantages d'appartenir à un syndicat et le genre de services à disposition des jeunes. Vous pourriez considérer la possibilité d'inviter un représentant de chaque partie prenante à venir discuter avec votre groupe.

Aide extérieure

Informez-vous si quelqu'un de votre environnement immédiat, par exemple, au sein de l'école, parmi les parents ou dans la communauté locale, maintient des contacts avec le gouvernement, les organisations de travailleurs ou d'employeurs et travaille avec un de ces groupes. Ils seront éventuellement en mesure de vous aider dans le cadre de ce module et de venir parler aux jeunes de leur travail.

N'oubliez pas non plus que si vous vous trouvez dans un contexte d'éducation formelle, le personnel enseignant peut faire partie d'une organisation d'enseignants. Contactez le représentant de l'école pour savoir de quelle façon l'organisation pourrait s'engager, quels sont les domaines d'intérêt commun susceptibles d'être appréhendés et si des syndicalistes peuvent venir discuter avec le groupe.



Matériel utile

- ✓ Papier et stylos ou crayons
- ✓ Tableau noir/blanc ou autre
- ✓ Rétroprojecteur
- ✓ Accès à un téléphone



Démarrage

La réussite du module dépendra beaucoup des membres du groupe et de leur intérêt, aussi bien que de la disponibilité des représentants des trois organes du "monde du travail". Le groupe doit réfléchir à la raison pour laquelle il va contacter ces groupes et quels en sont les buts et les visées. Il doit aussi envisager la possibilité de contacter l'un ou plusieurs d'entre eux. Bien évidemment, il vaudrait mieux les contacter tous, étant donné que chacun d'entre eux joue un rôle différent dans le contexte socioéconomique et assume des responsabilités différentes.

Exhorte votre groupe à mettre au point les différents contacts. Encouragez-les à écrire ou à téléphoner aux bureaux locaux des organisations et des associations d'employeurs, aux commerces locaux, aux organisations de travailleurs, aux syndicats ou aux bureaux d'information gouvernementaux. Cela constituera pour eux une bonne expérience. Toute lettre doit être suivie d'un contact téléphonique. Une possibilité consiste à former des groupes plus petits pour que chacun contacte un organe séparé : le gouvernement, les organisations de travailleurs ou d'employeurs. Ceci constitue peut-être la meilleure approche, étant donné qu'elle favorise une démarche qui peut mener à des débats intéressants au sein du groupe.



Organisation des groupes



Pour les deux premières activités, selon la dimension du groupe, il peut s'avérer plus efficace de former trois groupes, qui travailleront séparément soit avec les représentants du gouvernement soit avec les organisations de travailleurs ou d'employeurs. Le mécanisme doit être démocratique, par exemple, en tirant les noms au sort.

Si le groupe est trop grand, formez des petits groupes de trois ou quatre personnes à l'intérieur des trois groupes ci-dessus pour assurer l'engagement et la participation de tous. Par exemple, le groupe du gouvernement peut se diviser en ministères ; en ce qui concerne les employeurs, demandez aux groupes de choisir un secteur ou une organisation sur lesquels ils peuvent faire une recherche ; pour les travailleurs, les groupes peuvent choisir différentes organisations syndicales. Ce qui importe c'est qu'à chaque individu soient attribuée une tâche et des responsabilités au sein de son groupe.

Activité 1 - Recherche

*1 séance simple et 1 séance double d'enseignement,
plus un peu de temps pour finaliser la recherche*

La première étape sera de voir exactement ce que fait chaque organe tripartite et comment il fonctionne. Selon les pays, les ministères et départements gouvernementaux sont organisés différemment, il en va de même pour les organisations de travailleurs et d'employeurs. Quels sont leurs liens spécifiques avec le travail des enfants et comment peuvent-ils aider ces derniers ?

Apprendre comment et où chercher des informations pertinentes, les assembler de façon cohérente, les analyser et les présenter de manière à atteindre efficacement leurs buts s'avère utile pour la future carrière scolaire et professionnelle des jeunes.

Note pour l'utilisateur

Nous vous conseillons de consulter le module Recherche et information en vue de la préparation de cette tâche. Il servira de rappel sur la façon de faire une recherche sur un thème particulier. Vous pouvez avoir accès à une bibliothèque locale ou à Internet, très utiles pour accomplir une recherche. Faute de quoi, la recherche peut être faite en interviewant des sujets individuellement ou en leur écrivant ou en prenant contact avec eux par téléphone. Comme toujours, les groupes devront travailler avec les ressources à disposition. N'oubliez pas que les gouvernements disposent souvent de bons départements d'information, et que les organisations d'employeurs et de travailleurs disposent également de bonnes sources d'information disponibles pour le public.



L'exercice implique que les groupes fassent une recherche sur la communauté qui leur a été attribuée et préparent une tâche que vous leur aurez assignée. Bon nombre de tâches peuvent être attribuées, mais il est important qu'elles soient intéressantes et interactives. Par exemple : quel rôle le ministère de l'Éducation peut-il jouer dans la campagne pour éliminer le travail des enfants ? Que fait l'union syndicale nationale à cet égard ? Y a-t-il des magasins qui préconisent un commerce éthique et équitable dans votre région ? Comment fonctionnent-ils ? Les groupes doivent justifier leur recherche en utilisant les faits et les chiffres qu'ils trouveront dans des documents. La recherche de ces documents fera également partie de leur travail. Voici quelques-unes des questions sur lesquelles les groupes doivent se polariser :

Répartition des tâches

- que font les organisations par rapport au travail des enfants ?
- quelle est leur position par rapport au travail des enfants ? Le condamnent-elles ou le tolèrent-elles ?
- comment soutiennent-elles la campagne pour l'éliminer ?
- acceptent-elles leur part de responsabilité dans la campagne mondiale ?
- quelles mesures ont-elles déjà prises ?
- participent-elles à des projets sur le travail des enfants, soit dans leur propre pays soit ailleurs ?
- est-ce que ces organisations font partie d'un réseau régional ou international plus vaste ?

- comment fonctionne ce réseau et que fait-il pour lutter contre le travail des enfants ?
- existe-t-il des domaines où ces organisations sont faibles ou fortes ?
- quel est leur degré d'ouverture à l'égard de la recherche sur le travail des enfants ?

Concrétiser la recherche

Les jeunes auront besoin d'aide et de soutien pour les différents contacts. Cela peut sembler impressionnant de devoir écrire ou appeler un département gouvernemental, ou la direction d'une grande société ou d'un syndicat. Il est important que vous travailliez étroitement avec chaque groupe tout au long de leur recherche et que vous soyez prêt à les aider et à les soutenir quand ils en ont besoin ou vous le demandent. Si de l'aide extérieure vous est proposée pour cet exercice, des enseignants ou des parents par exemple, acceptez-la. C'est un exercice qui exige que vous soyez le maître de la situation, car il entraîne une quantité considérable d'effort et de travail. Vous aurez besoin de toutes vos énergies et de votre propre enthousiasme à l'égard de ce qu'ils sont en train de faire. Expliquez comment cette aide sera utile dans l'exercice final et qu'elle représentera en quelque sorte un engagement supplémentaire.

En vue de vous venir en aide dans le processus de recherche, vous trouverez ci-après un résumé des différents organes, départements, bureaux, etc. utiles à contacter dans le cadre du travail des enfants pour chaque catégorie, c'est-à-dire le gouvernement, les travailleurs ou les employeurs. Les noms des départements peuvent varier selon de pays.

Gouvernement central

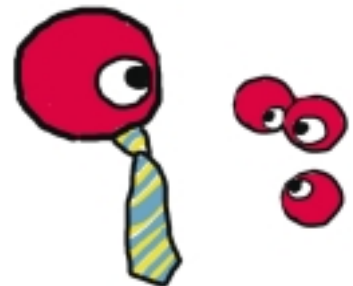
Ministère des Affaires étrangères/extérieures. C'est l'organe principal des activités et des relations extérieures d'un gouvernement. Dans les pays industrialisés, ces ministères sont habituellement responsables des programmes d'action en faveur des pays en voie de développement. En tant que tels, ils doivent être les premiers à être contactés pour voir ce que le gouvernement met en oeuvre tangiblement en ce qui concerne la lutte contre le travail des enfants dans le monde. Dans les pays en voie de développement, ces ministères sont fort probablement responsables de la répartition des aides au développement.



Ministère du Travail/de l'Emploi. Ce ministère devrait être contacté afin que les jeunes prennent connaissance de leurs droits sur le lieu de travail. Dans quelle mesure sont-ils protégés ? Quels sont les mécanismes qui garantissent le respect de leurs droits par les employeurs ? Que se passe-t-il si ces droits ne sont pas respectés ? Quelles sont leurs options ? Quel est l'âge d'admission à l'emploi minimum au niveau national ?



Ministère des Affaires sociales/des Enfants. Il est important que les jeunes sachent quel est le degré de protection sociale que leur gouvernement accorde aux indigents. De quelle façon les situations de pauvreté sont-elles gérées par le gouvernement, notamment quand les enfants en sont affectés ? De quelle manière est-ce que les systèmes de sécurité sociale sont organisés et mis à disposition de la population ? Comment les allocations familiales, les indemnités de chômage, les cantines scolaires sont-elles organisées ? Que fait le gouvernement pour aider les indigents en vue d'améliorer leur situation grâce à l'emploi, à l'éducation, à l'habitation, etc. ? Existe-t-il une forme bien définie de sécurité sociale dans votre pays ou bien les personnes doivent-elles se débrouiller toutes seules ?



Ministère de l'Éducation. En comparant des notes entre les informations des ministères du Travail et de l'Éducation, les jeunes prendront conscience de l'âge minimum de scolarité obligatoire dans leur pays. La corrélation entre l'éducation et l'âge légal minimum d'admission à l'emploi exerce un impact direct sur la prédominance du travail des enfants. Les jeunes doivent découvrir la raison de cela par eux-mêmes. Un domaine de recherche parallèle pourrait concerner la convention (n°138) de l'OIT sur l'âge minimum d'admission à l'emploi. Il s'agit de la convention la plus importante dans le cadre de la campagne mondiale pour éliminer de travail des enfants. Pourquoi ? Encouragez le groupe à en découvrir la raison. L'accès à l'éducation est-il gratuit dans le pays ?



Ministère de l'Industrie/du Commerce. C'est un organe fondamental pour déterminer de quelle façon un gouvernement veille à ce que la production, la fabrication et les services se déroulent dans un contexte où les conditions de travail et les normes du travail fondamentales soient protégées et respectées. Ceci s'applique non seulement à ce qui se passe à l'intérieur d'un pays mais également aux marchandises et aux services importés dans un pays. Que fait



le gouvernement pour contrôler que les marchandises importées aient été fabriquées ou plantées sans l'utilisation du travail des enfants et dans des conditions qui respectent les normes de travail internationalement reconnues ? La recherche menée dans ce département doit aussi couvrir le domaine des codes de conduite ou d'éthique dans le cadre de l'emploi et tenir compte des efforts régionaux déployés, par exemple, dans le cadre de l'UE, de l'ALENA, de l'ANASE, du MERCOSUR, de la SADC, etc.

Gouvernement local



Les groupes devraient aussi contacter les autorités gouvernementales locales pour voir si les hommes politiques locaux sont conscients de la question du travail des enfants et de ses implications pour leurs électeurs. Par ailleurs, quelle action peuvent-ils entreprendre afin de contribuer à la campagne mondiale ? N'oubliez pas qu'il existe des conseillers et des hommes politiques locaux qui représentent différents intérêts, suivant la même structure du gouvernement central : travail, emploi, industrie, commerce, sécurité sociale, éducation et questions internationales. Par exemple, au sein de l'UE, les autorités locales font partie d'un réseau régional qui bénéficie d'une structure établie de communication, d'échanges et d'intérêts communs. Pour que la campagne mondiale en faveur de l'abolition du travail des enfants atteigne son objectif, il est vital que l'engagement politique soit réceptif à tous les niveaux. Au fur et à mesure que les jeunes travaillent avec ces modules dans les différents pays, les communautés deviennent plus engagées et les hommes politiques à tous les niveaux commenceront à remarquer le nombre d'activités qui ont lieu dans le cadre du travail des enfants.

À part les contacts avec les organes du gouvernement central et local, encouragez le groupe à être audacieux et à contacter des hommes politiques de toutes tendances, tels que :



- les premiers ministres et leurs ministres ;
- les présidents, vice-présidents et leurs cabinets ;
- les chefs de partis politiques, centraux et locaux ;
- les maires ;
- les hommes politiques bien connus et respectés, même s'ils n'occupent pas un poste au gouvernement ;

- les hommes politiques qui portent un intérêt particulier aux questions du développement, aux questions sociales ou humanitaires ; et
- les jeunes hommes politiques.

Employeurs

Les employeurs, les organisations et les associations qui les représentent jouent un rôle ambigu dans la campagne mondiale pour éliminer le travail des enfants. Le travail des enfants porte sur des enfants qui travaillent, souvent dans les conditions les plus intolérables. Si les enfants travaillent, vous pouvez être sûr et certain qu'ils ne le font pas pour eux-mêmes et n'ont pas pris l'initiative de fonder leurs propres sociétés. Ils travaillent parce que les sociétés et les individus les engagent en tant que main-d'œuvre. En d'autres termes, les employeurs engagent des enfants et créent le travail des enfants. Cependant, beaucoup d'enfants travaillent pour de petites propriétés familiales, telles que des fermes, et dans ce cas-ci, naturellement, ils travaillent pour leurs parents ou pour d'autres membres de leur famille. Ceci est particulièrement vrai en ce qui concerne le travail des enfants dans l'agriculture.

Parfois les employeurs engagent des enfants sans en être conscients, mais ceci ne les innocent pas de leur part de responsabilité. Ils portent une responsabilité sur tout ce qui se passe dans la chaîne productive, même si cela se passe dans un autre pays. Les employeurs du monde entier ont une responsabilité sociale à l'égard de leurs employés, des gouvernements, des clients/consommateurs et des communautés en général.

Un exemple classique que vous pouvez donner au groupe est celui des sociétés multinationales. Au fur et à mesure que l'intégration mondiale ou régionale de nos économies se met en place, il est beaucoup plus facile pour les sociétés d'amplifier et de diversifier leurs affaires. En très peu de temps, une société qui vend, par exemple, des articles de sport peut faire recours à des fabricants bon marché à travers le monde et développer des relations auprès de sociétés de transport moins chères, qui peuvent livrer leurs produits à une vaste gamme de distributeurs et de revendeurs autour du globe. Par ailleurs, ces groupes peuvent gérer la comptabilité de leurs sociétés dans un pays et développer leurs relations publiques et opérations de marketing dans un autre. En fait à l'heure actuelle, le siège d'une compagnie multinationale pourrait n'être guère plus qu'un petit bureau, qui gère ses différentes opérations dans les pays du monde entier.





Bien évidemment, c'est ici que la question épineuse de la "responsabilité" se pose. Si un fabricant de ballons de football du pays A confectionne sous licence des produits pour une société multinationale du pays B en employant des enfants dans son usine et que ces ballons de football sont ensuite transportés pour être vendus dans le pays C, qui est donc réellement responsable de l'existence du travail des enfants ? Est-ce l'employeur du pays A qui emploie des enfants ? Est-ce la société dans le pays B qui proclame son "ignorance" du fait que des enfants soient employés ? Est-ce le magasin dans le pays C qui vend le produit et qui prétend ne pas savoir que des enfants ont fabriqué les ballons de football ? Est-ce le gouvernement du pays A où il existe des lois contre le travail des enfants ? Ou est-ce que les gouvernements des pays B et C sont responsables étant donné qu'ils ne contrôlent pas si les sociétés de leurs pays respectent les normes fondamentales du travail et des droits de l'homme, tout en s'acquittant de leurs responsabilités sociales ? Les consommateurs sont-ils responsables parce qu'ils achètent des produits sans vérifier leur origine et le genre de fabrication ? Est-ce que la société dans son ensemble est responsable de l'existence du travail des enfants et du manque de contrôle ?

En dernière instance, nous sommes tous plus ou moins responsables. Chaque partie prenante et membre de la communauté a un rôle à jouer, et les employeurs ont le rôle particulièrement important de veiller à ce que des enfants ne soient pas employés par leurs sociétés ou par les sociétés avec lesquelles ils entretiennent des rapports commerciaux. Ce sont là des questions qui devraient être à la base des efforts d'investigation et de recherche déployés par le groupe.



La majorité des employeurs, à moins que leurs sociétés ne soient de très petite dimension, sont membres d'une association. Assez souvent, ces associations favorisent la promotion d'un code de déontologie et de comportement parmi leurs adhérents. Ces codes font référence aux normes du travail, voire aux normes liées au travail des enfants. Ces associations appartiennent parfois à une fédération régionale et/ou internationale d'employeurs plus vaste, ce qui signifie qu'un magasin local peut faire partie d'un réseau beaucoup plus grand et avoir des responsabilités spécifiques au sein de ce réseau. Encouragez les jeunes du groupe à trouver le maximum d'éléments sur les employeurs visés par leur travail. Ils peuvent identifier un revendeur comme étant un

sujet potentiel pour leur recherche. À part le contact avec la direction du magasin pour discuter leurs pratiques liées au travail, ils devraient essayer de découvrir davantage sur l'affiliation de ce revendeur à d'autres associations et ensuite contacter celles-ci afin d'approfondir leur recherche.

Cela peut sembler difficile d'atteindre les employeurs et de les rallier à la question du travail des enfants et aux normes du travail en général. Ils ne peuvent pas être considérés comme étant les seuls responsables de l'existence du travail des enfants, mais ils doivent endosser une partie significative de responsabilité en ce qui concerne la forme et les conditions dans lesquelles les enfants sont souvent employés. Un certain nombre d'employeurs et de leurs organisations coopèrent avec les gouvernements, les syndicats et certaines agences spécialisées des Nations Unies pour combattre le problème du travail des enfants à la racine. Pour la réussite de la campagne mondiale d'abolition du travail des enfants, il est indispensable que cet important organe tripartite soit intégré de manière positive dans les activités qui apportent un changement.

Représentants des syndicats ou des organisations de travailleurs

Les syndicats sont généralement très actifs en ce qui concerne la défense des questions sociales, de développement et des droits de l'homme. Les syndicats ont été créés avant tout pour protéger les droits de l'individu sur le lieu de travail. Les personnes qui travaillent ont fini par se rendre compte que, face au pouvoir économique des employeurs et au pouvoir politique des gouvernements, la seule issue était d'unir leurs efforts afin de pouvoir améliorer leur situation et leurs conditions de travail. Dans les pays industrialisés, le travail des enfants était répandu avant le début du XX^e siècle. C'est principalement par la force collective du mouvement syndical et par une approche différente du développement social que le changement s'est fait, que la législation a été réformée, que l'éducation s'est améliorée et que les enfants ont bénéficié d'une protection adéquate.

Le but fondamental des syndicats est de protéger les intérêts de leurs membres, veiller à ce qu'ils bénéficient de conditions de travail décentes, perçoivent un salaire juste et que leurs droits soient dûment respectés par les employeurs et les autres. Avec le temps et l'évolution de la situation socioéconomique, le rôle et les attributions des syndicats ont





Note pour l'utilisateur

Vu la nature de la création et de l'essor du mouvement syndical, du commerce international et de la réforme législative, il serait utile, si vous êtes dans un contexte scolaire, de faire appel à d'autres enseignants qui pourraient aider le groupe à encadrer sa recherche dans le juste contexte. Par exemple, les enseignants d'histoire, d'études sociales, de gestion et d'économie peuvent contribuer de manière significative aux informations essentielles dont les jeunes ont besoin dans le cadre de leur recherche. En outre, n'oubliez pas que de nombreux syndicats ont élaboré des programmes éducatifs destinés aux jeunes et qu'ils sont prêts à venir parler aux jeunes à propos du contexte historique du mouvement syndical. Tirez le meilleur parti de ces possibilités qui accroîtront l'engagement de la communauté.

également évolué. Les syndicats se transforment de plus en plus en organisations de services. Ils élargissent actuellement leurs intérêts afin d'englober un éventail beaucoup plus vaste de questions sociales, de développement et humanitaires. Par conséquent, leur position en tant qu'organisation communautaire compétente a été renforcée et ils ont la possibilité de jouer un rôle significatif dans la campagne mondiale pour l'abolition du travail des enfants.

Le mouvement syndical fait partie lui aussi d'un réseau régional et international plus vaste. L'intérêt et la force de la solidarité internationale entre les syndicats des différents pays peuvent générer une énergie et un impact énormes. Au cours de leurs activités de recherche, les jeunes auraient tout avantage à poser des questions aux syndicats sur leurs affiliations régionales et internationales et à contacter ces organisations pour demander des renseignements sur leurs différentes activités. Un bon nombre d'organisations syndicales régionales et internationales se préoccupent de la question du travail des enfants et soutiennent le travail de l'IPEC. Ils mettent souvent sur pied leurs propres activités et programmes éducatifs sur le travail des enfants dans plusieurs pays du monde. Apprendre à connaître ces différents programmes et analyser leur contribution effective à la campagne pour éradiquer le travail des enfants pourrait aider les jeunes à comprendre, d'une part, le rôle important que jouent les syndicats et, d'autre part, la nature de ce rôle.

Les syndicats se trouvent sur la ligne de front du monde du travail. Leurs membres sont employés dans ou près des endroits où le travail des enfants est peut-être utilisé. Dans certains cas, il ne serait pas impossible de trouver un membre d'un syndicat qui travaille à côté d'un enfant, éventuellement de son propre enfant. Cette situation met en évidence l'importance de l'éducation et de la sensibilisation. Les syndicats et leurs membres peuvent donc jouer un rôle très efficace de "contrôleurs". Ils peuvent être attentifs aux situations de travail des enfants et les retransmettre à leurs représentants syndicaux et aux autorités compétentes.

Par ailleurs, grâce au processus de "dialogue social", les syndicats peuvent travailler avec les gouvernements et les employeurs pour concevoir des stratégies afin de prévenir le travail des enfants. Les enfants sont employés à la place des adultes et il est important d'analyser la raison de ce phénomène. En unissant leurs efforts, les syndicats, les

gouvernements et les employeurs seront mieux à même de trouver des solutions et de prévenir l'emploi des enfants. Dans la majorité des cas, quand les syndicats sont forts et bien organisés, le travail des enfants n'existe pas. Il semble donc évident que l'un des objectifs primordiaux dans l'abolition du travail des enfants devrait être de favoriser et de soutenir des syndicats forts.

Alors, pourquoi le travail des enfants existe-t-il dans des pays où il y a des syndicats et où il existe des lois qui l'interdisent ? Cet aspect introduit le thème du développement social et économique, de la pauvreté, des différences de cultures et de traditions, du manque d'accès à l'éducation, du manque d'infrastructures éducatives et de la dette extérieure, et bien d'autres encore. Ce n'est pas nécessairement parce qu'il y a des syndicats que le travail des enfants cessera d'exister. Les syndicats font partie de la solution - une partie importante - il existe toutefois beaucoup d'autres partenaires qui doivent travailler ensemble pour introduire le changement.

Discutez avec l'ensemble du groupe sur la façon de faire les présentations. Expliquez aux membres du groupe qu'il existe des méthodes plus ou moins efficaces de présenter des informations. Les méthodes les moins efficaces impliquent le fait de parler beaucoup, de débiter des statistiques qui déconcertent le public, lequel suit ce qui se passe avec beaucoup de difficulté. Insistez sur l'idée que chacun des membres du groupe est engagé dans la présentation dans une certaine mesure. Rassurez le groupe que vous ne vous attendez pas à un documentaire et que les présentations ne doivent pas être trop longues. Les méthodes de présentation les plus efficaces sont celles qui enthousiasment le public, qui accaparent leur intérêt, qui le font rire, voire participer, et qui l'aideront à ne pas oublier les informations car ils se souviendront de la présentation. Ces méthodes peuvent comprendre :

- l'utilisation de rétroprojecteurs - stimulation visuelle.
- l'utilisation du jeu de rôle - encouragez les jeunes à faire une présentation sous forme de jeu de rôle, par exemple, un intervieweur et un interviewé, un bulletin informatif, une séance au Parlement, etc. Les possibilités sont infinies et le jeu de rôle divertira certainement le public.
- l'utilisation de méthodes interactives - par exemple, suivant le concept des programmes télévisés avec la

Présentation des résultats



participation du public, qui est appelé à exprimer son opinion ou poser des questions, et un expert sur le plateau pour répondre aux questions.

Faites une introduction sur les présentations, et expliquez l'utilisation de l'expression et du langage du corps pour communiquer des informations au public. Si vous avez accès à une personne-ressource de l'extérieur qui puisse vous aider au cours de cette séance, utilisez-la. Par exemple, si vous êtes dans un cadre scolaire, il y a peut-être un groupe de débats et vous pourriez inviter l'enseignant responsable. En outre, certains des parents pourraient avoir une expérience professionnelle en matière de préparation et de réalisation des présentations.

Pour éventuellement stimuler la séance, créez un petit concours entre les groupes pour susciter un peu plus d'intérêt et introduire une note humoristique, par exemple :

- un prix pour la présentation la plus intéressante.
- un prix pour la présentation la plus innovante.

Chaque groupe doit aussi produire un rapport écrit de ses résultats, qui doit être exposé dans la salle où le groupe se rencontre régulièrement. Ces rapports contribueront au processus de compilation d'informations et à la mémoire collective du projet. Ils seront également utiles dans le cadre d'interviews et pour le deuxième exercice.



Activité 2 - Interview

2 séances simples d'enseignement

Chaque groupe sélectionne un candidat à l'interview issu des différentes communautés tripartites : gouvernement, organisations de travailleurs et organisations d'employeurs. Souvenez-vous que dans le module Entretiens et enquêtes il est suggéré de rallier ces différents organes au projet par exemple en invitant des hommes politiques, des hommes d'affaires ou des syndicalistes à venir parler au groupe sur le thème du projet ou à observer le travail des jeunes présenté sous forme de débat ou de pièce de théâtre. Les interviews pourraient alors être convenues à l'occasion de la visite de ces représentants.

Note pour l'utilisateur

Nous vous conseillons de consulter le module Entretiens et enquêtes en vue de la préparation de cette tâche. Il vous rappellera, à vous et à votre groupe, comment organiser et faire des interviews. Les conseils et les suggestions en ce qui concerne le « brainstorming » et la sélection de candidats, comment les contacter, comment utiliser une vidéo si disponible, comment faire l'interview et son suivi, sont les aspects les plus importants de cet exercice.

Il se peut que le groupe ait déjà fait des interviews auprès des représentants des communautés concernées. Si tel est le cas, envisagez de ne pas faire cet exercice et d'aller directement à la dernière activité. Ou alors, vous pourriez faire de nouvelles interviews, peut-être avec des représentants que vous n'avez pas considérés auparavant.



Les informations de base présentées pendant la première activité et dans le module Entretiens et enquêtes aideront le groupe à proposer une série de questions destinées aux candidats à l'interview.

Activité 3 - Débat tripartite sur le travail des enfants

*1 séance simple et 1 séance double d'enseignement,
1 séance simple supplémentaire pour l'exercice facultatif*



Note pour l'utilisateur

Il vaut mieux exécuter le module Débats avant d'entreprendre le module Monde du travail. Le "débat" dans cet exercice devrait prendre la forme d'un débat parlementaire, c'est-à-dire, plus formel. Il n'est pas conseillé d'utiliser la forme de "débat mobile" pour cet exercice. Vous demanderez à votre groupe d'assumer les rôles des partenaires tripartites.

Désormais, les groupes sont plus conscients des différents rôles et fonctions des partenaires tripartites et ce serait une bonne occasion pour tester et utiliser ces connaissances.

Pour cette activité, formez trois sous-groupes, chacun représentant un partenaire tripartite différent : gouvernement, employeurs, travailleurs. Le but est d'aider le groupe à concentrer son attention sur la perspective de chaque partenaire au sujet du travail des enfants. Les jeunes devront discuter entre eux des questions concernant le travail des enfants qui affectent le partenaire qu'ils représentent. Il s'agit d'un exercice fondamental en ce qui concerne l'intégration des partenaires tripartites dans votre projet et il aidera les jeunes du groupe à prendre en considération le travail des enfants et les droits des enfants sous des perspectives différentes. En analysant ces questions globales du point de vue d'autres groupes, leurs horizons s'élargiront. Les jeunes auront une meilleure compréhension de l'existence de tels problèmes et de l'importance que revêt le rôle de tous les acteurs au sein de la société en vue de trouver et mettre en œuvre des solutions.

Pour les exercices de débat, il doit toujours y avoir un "thème" et une "résolution" ou "motion" qui détermineront la nature et les paramètres de la discussion. Dans les exercices préliminaires du module Débats, les groupes auront assumé des positions pour ou contre la motion. Dans cet exercice en particulier, il ne s'agira pas d'une simple situation de "pour" ou "contre", mais de prendre en compte les politiques et le contexte de chacun des partenaires tripartites à l'égard d'un sujet et de présenter des arguments étayant leur position, afin de parvenir à un accord (consensus) acceptable pour tous et à une prise de décision.

Le seul thème admis pour la discussion dans cet exercice sera

“La protection des enfants contre l’exploitation économique”

Chaque sous-groupe se réunira, à sa place, pour discuter le thème en tenant compte des considérations ci-dessous. Veuillez noter que celles-ci ne suivent aucun ordre de préférence ou d’importance. Puisque cette liste est assez longue et détaillée pour les différentes sections, vous devriez faire des copies à l’avance et les distribuer à chacun des sous-groupes. Passez alors un peu de temps à parler du thème de la discussion et à lire la liste de questions, en vous assurant que les membres de chaque groupe comprennent ce qu’ils sont censés faire dans l’exercice final.

L’objectif est que chaque sous-groupe discute ces questions du point de vue du partenaire tripartite qu’il représente. Chaque partenaire - gouvernement, employeurs et travailleurs - abordera ces questions de manière différente selon ses propres rôle et responsabilités.

Soumettre des recommandations pour la discussion

Définition d’un enfant

- Quelle devrait être la définition d’un “enfant” eu égard à son âge ? Devrait-il y avoir d’autres aspects à prendre en considération pour définir un enfant ?
- Quelle est la définition du “travail des enfants” pour chacun des partenaires tripartites ?

Éducation

- La scolarité doit-elle être obligatoire ?
- Si la scolarité est obligatoire, à quel âge est-ce que les enfants pourront quitter l’école ?
- De quelle manière doit-on établir des paramètres de travail pour les enfants qui fréquentent encore l’école obligatoire ?



Âge minimum d'admission à l'emploi

- À quel âge les enfants pourront-ils travailler ? En d'autres termes, quel devrait être l'âge minimum pour l'admission à l'emploi dans le pays ?
- L'âge minimum d'admission à l'emploi doit-il être le même pour toutes les formes de travail ? Doit-il varier selon la nature du travail ? Par exemple, devrait-il y avoir un âge plus élevé pour les formes dangereuses de travail telles que le travail dans les mines, le secteur militaire, le travail de nuit, le travail avec des machines dangereuses et ainsi de suite ?

Définition de "travail"

- Comment l'"emploi" doit-il être défini lorsqu'il s'agit de l'autorisation donnée aux enfants de travailler ? Par exemple, si les enfants vont à l'école, devraient-ils également avoir la permission de travailler, par exemple, dans les emplois à temps partiel ? Comment l'emploi doit-il donc être classé, par exemple, léger, moyen et pénible ?
- Et par rapport aux enfants qui accomplissent des tâches ménagères à la maison, qui participent aux affaires familiales, travaillent dans la ferme familiale, et ainsi de suite ? Est-ce qu'on devrait permettre aux enfants d'effectuer ce type de travail et en plus d'aller à l'école ? Devrait-il y avoir des limitations pour protéger les enfants dans ces circonstances ?
- Si on permet aux enfants de faire des travaux légers, comment peut-on définir ce travail et quelles limitations doit-on établir ? Par exemple, doit-on permettre que ce genre de travail interfère avec leur éducation ou soit nuisible à leur santé physique et mentale ?

Conditions de travail

- Quelles devraient être les heures de travail pour les jeunes, selon le type de travail, par exemple ceux qui ont un travail à temps partiel et qui vont également à l'école ? Et pour ceux qui ont la permission de quitter l'école et de travailler à temps plein ? Pour ceux qui accomplissent un travail particulièrement dangereux ou nuisible à leur santé ?
- Devrait-on établir un barème de salaire minimum pour les enfants et les jeunes qui travaillent ? Devrait-il y avoir un barème pour les enfants qui travaillent à temps partiel et qui vont à l'école ? Devrait-il y avoir des niveaux différents pour les jeunes de différents âges qui travaillent ? Quels devraient être ces barèmes ?

- Devrait-on accorder une attention particulière aux questions liées à la santé et à la sécurité sur le lieu de travail où des enfants et des jeunes sont employés, que ce soit à temps partiel ou à temps plein ?

Travail dangereux/pires formes d'exploitation

- Comment doit-on définir un "travail dangereux" ?
- Quelle devrait être la position des partenaires tripartites dans les cas où les enfants subissent l'exploitation sexuelle ? Ou dans une situation où ils sont forcés d'exécuter des activités illégales telles que le trafic de stupéfiants ou d'autres formes de crime ? Qu'est-ce qu'il advient aux enfants impliqués dans ces travaux dangereux, à leur bien-être, à leurs familles, à leur réintégration et ainsi de suite ? Qu'est-ce qu'il advient à ceux qui contraignent les enfants à des situations d'exploitation sexuelle ou criminelle ?
- Quelle devrait être la position des partenaires tripartites dans les situations de trafic d'enfants ? Comment cette activité peut-elle être contrôlée ou empêchée ? Que se passe-t-il dans les situations où ce sont les familles de ces mêmes enfants qui sont impliquées dans le trafic ?



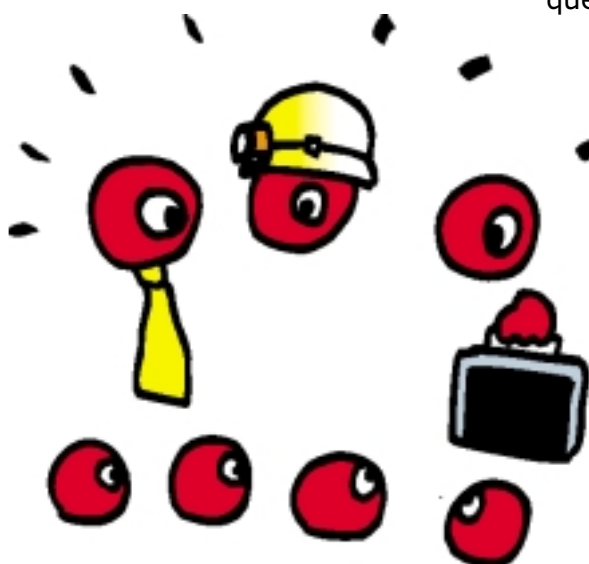
Contrôle

- Comment les différents partenaires tripartites contrôlent-ils l'éventuelle exploitation des enfants en ce qui concerne l'abus de leurs droits ? Est-ce que les partenaires tripartites devraient travailler ensemble ? Est-ce que cela devrait être la responsabilité d'un partenaire en particulier ? Que peut-on faire ? Quels systèmes et quelles procédures devrait-on établir ?
- Comment les individus, les sociétés ou les organisations qui violent les lois sur l'emploi des enfants devraient-ils être rappelés à l'ordre ? Devrait-il y avoir un système de sanctions ?
- Comment les partenaires tripartites peuvent-ils veiller à ce que le travail des enfants soit mis en évidence et à ce que les autres membres de la société se rendent compte qu'il s'agit d'un mal qui nécessite la contribution de tous pour être éradiqué ?
- Le travail des enfants doit-il être totalement éliminé de la société ? Y a-t-il des cas ou des secteurs où il pourrait être toléré d'une certaine manière ? Qui prend les décisions et qui surveille ces situations ?

Chaque série de considérations en amènera inévitablement d'autres au fur et à mesure que les discussions avancent, ce qui est très bien. L'intention n'est pas de fournir une liste trop exhaustive de questions, ainsi la créativité et l'imagination des jeunes participants ne seront pas entravées. Vous souhaitez certainement que les jeunes expriment leurs propres idées.

En outre, vous trouverez en annexe à ce module une liste de thèmes et de questions subdivisés en "groupe du gouvernement", "groupe des employeurs" et "groupe des travailleurs", qui aidera les jeunes à mieux comprendre les préoccupations et les intérêts de chaque partenaire tripartite et à soumettre leurs recommandations sur cette base. Il vaudrait mieux organiser une discussion séparée à propos de cette annexe avec le représentant de chaque groupe, en se consacrant aux aspects de leur ressort. Faites-les participer à la discussion pour vous assurer qu'ils ont compris les positions qu'ils devraient adopter par rapport aux différentes questions. Si vous l'estimez utile, faites des copies et distribuez l'annexe aux groupes concernés.

Accordez aux groupes assez de temps pour leurs propres discussion et préparation. Le but de cette partie de l'exercice est que chaque groupe soumette une liste de recommandations concernant la *protection des enfants contre l'exploitation économique* et une déclaration de départ qui résume leur position. Les recommandations et la déclaration doivent naturellement refléter le point de vue du partenaire que le groupe représente. Chaque groupe aura souvent besoin de votre contribution et de votre aide, circulez donc parmi eux en donnant des conseils, tout en les aidant et en les encourageant. Assurez-vous que chaque membre du groupe s'est engagé, à sa manière, dans les discussions. Chaque groupe devra désigner un ou plusieurs rapporteur(s) pour prendre note des recommandations. Un des membres du groupe devra présenter la déclaration de départ et chaque groupe doit désigner un ou plusieurs porte-parole pour le représenter dans le débat tripartite final. Bien entendu, les porte-parole auront toujours la possibilité de consulter leur groupe, voire de demander à d'autres membres de discuter certaines questions spécifiques au nom du groupe.



À partir des questions ci-dessus et des rubriques en annexe, vous pouvez constater qu'il serait utile d'avoir une aide supplémentaire pour cet exercice. Par exemple, si vous êtes dans un contexte d'éducation formelle, envisagez la possibilité d'approcher des enseignants d'économie, d'études sociales, de géographie et de gestion pour aider les groupes à se préparer pour le débat. Ces enseignants seront en mesure d'approfondir ces questions et d'aider les groupes à peaufiner les détails.

Par ailleurs, cet exercice vous donne une bonne occasion pour inviter des représentants du gouvernement, des organisations d'employeurs et de travailleurs à venir aider chaque groupe à préparer ses arguments en vue du débat. Cela constituera une plus-value considérable tant pour les jeunes de votre groupe que pour les différentes communautés engagées dans le projet.

Pour l'activité de débat proprement dite, reportez-vous au module Débats et, en particulier, à "Démarrage" et "Organisation des groupes". En dépit du fait que l'exercice dans ce module prendra la forme d'un débat plus formel, le groupe n'est pas censé s'exprimer pour ou contre des motions dans le sens strict de l'activité. Avoir un public ne serait pas une bonne idée dans le cadre de cet exercice car les différents groupes défendront leur propre position. Cependant, ce serait une très bonne idée d'engager une aide extérieure et d'inviter des représentants des partenaires tripartites.

L'agencement le plus efficace de cet exercice serait que le porte-parole de chaque groupe présente la déclaration de départ sur le thème de la *protection des enfants contre l'exploitation économique*. Leurs déclarations ne doivent pas être longues ni détaillées mais devraient mettre en évidence la position du partenaire tripartite sur cette question.

La manière dont le débat avance après les déclarations de départ dépendra dans une certaine mesure de ce que les différents groupes ont préparé pour ce qui est des recommandations respectives en la matière. Néanmoins, le débat doit commencer quelque part et les bons points de départ comprennent la définition d'enfant, la question de la scolarité obligatoire, l'âge minimum d'admission à l'emploi et

Aide extérieure

Débat tripartite



le travail dangereux. Pour chacun de ces aspects, chaque groupe doit présenter sa position et sa politique, ses opinions et, bien évidemment, sa propre recommandation.

Au fur et à mesure que le débat avance par rapport à chacun de ces aspects, permettez des échanges d'opinion entre les représentants des différents groupes. Jouez le rôle de président du débat, à moins qu'on ne décide de nommer un invité spécial pour jouer ce rôle. Quelques groupes pourraient être très fortement en désaccord avec les positions exprimées par les autres partenaires tripartites à propos de certaines questions.

Assurez-vous que ces accords ou désaccords soient exprimés de façon contrôlée. Naturellement, ne permettez pas que le débat dérape vers une altercation vociférante, mais encouragez chacun à commenter ce qui est dit et les positions qui sont prises. Cela fait partie intégrante d'un débat tripartite et les jeunes comprendront mieux que différents groupes d'intérêt assument des positions divergentes sur une question en raison de leur nature et de ce qu'ils représentent. Par exemple, certains employeurs peuvent préférer des âges d'admission à l'emploi plus bas dans certains cas et les syndicats peuvent être en désaccord, étant donné qu'ils veulent protéger les emplois de leurs membres aussi bien que le bien-être des jeunes.

Quand vous sentez que l'énergie et l'intérêt sur un point spécifique s'amenuisent, mettez fin à la discussion et demandez au groupe de voter le point sur la base des arguments présentés. N'attribuez pas de valeur différente à l'une ou l'autre des positions des partenaires tripartites et dites au groupe de prendre en considération l'idée que tous sont égaux et que chacun a le droit de voter de la façon la plus correcte à son avis. Par conséquent, si un groupe revendique l'âge minimum d'admission à l'emploi à 16 ans, un autre à 14 et encore un autre à 15, demandez-leur à tous de voter ce qui deviendra la motion finale. La majorité gagnera la motion, qui se transformera en une "décision". Expliquez-leur qu'ils ne sont pas obligés de voter pour la recommandation de leur propre groupe. Ils pourraient être persuadés par des arguments présentés par un autre groupe et décider de soutenir cette autre proposition. Aucun groupe d'arbitres n'est donc nécessaire pour cet exercice de débat.

Veillez à ce que quelqu'un désigné par le groupe (ou vous-même) prenne note des votes et des décisions. Poursuivez le débat jusqu'à ce que vous estimez que l'intérêt subsiste et que les niveaux d'énergie de l'ensemble du groupe sont encore élevés. Lorsque vous sentez que l'intérêt et l'énergie des jeunes commencent à se dissiper, terminez l'exercice ou reportez-le pour donner la possibilité aux jeunes de récupérer leur énergie.

Vous devrez gérer la durée de cet exercice. Peu importe si les groupes n'arrivent pas toujours à un accord ou même s'il y a rupture complète lors des discussions. Ce qui importe c'est que le groupe comprenne la nature du monde du travail et comment l'économie et la société essayent de travailler pour prendre en considération les différents points de vue et domaines d'intérêt. Ils se rendront compte qu'il est plus difficile que prévu de résoudre des questions quand des intérêts différents sont en jeu. L'engagement d'autres enseignants ou de représentants extérieurs intensifiera l'intérêt du groupe et introduira d'autres points de discussion et des considérations qui ont peut-être échappé aux jeunes.

Encouragez les autres enseignants ou représentants à rester auprès des groupes pendant le débat tripartite car les jeunes auront besoin d'un maximum de soutien et d'assistance. Le thème peut être impressionnant, mais aussi amusant. Les débats pourront s'enflammer, ce qui est tout à fait positif. N'oubliez pas, encouragez les groupes à être le plus possible créatifs et imaginatifs pendant la préparation en vue du débat. Ne leur apportez pas toute les informations sur un plateau. Suscitez leurs propres idées quant à ce que les gouvernements, les employeurs ou les travailleurs veulent et pour quelle raison. Le but de l'exercice n'est pas d'être extrêmement précis ou intelligent mais que les jeunes l'apprécient, entrent dans l'esprit du débat et, de surcroît, comprennent le concept du consensus. Plus les jeunes seront imaginatifs et créatifs, plus l'exercice deviendra amusant pour tout le monde.

Lorsque le débat sera terminé, le groupe pourra faire un rapport écrit, en tant qu'activité additionnelle dans le cadre de cet exercice. Elle pourrait prendre la forme de travail de groupe, conjuguant le collage, l'art et la création littéraire pour préparer un projet de rapport de l'exercice. Si vous travaillez dans un contexte d'éducation formelle, le travail fini pourrait être exposé dans un endroit bien visible afin de

susciter un intérêt plus vif au sein de la communauté scolaire. Vous pourriez persuader le groupe à préparer une campagne auprès des médias à propos de l'exercice en écrivant un communiqué de presse ou un article destiné à être publié dans le journal de l'école.

Comparer avec la réalité (facultatif)

En dépit du fait que cet exercice additionnel soit facultatif, selon le temps disponible et l'accès à une partie des informations qui sera nécessaire, nous vous conseillons de le réaliser car il accroîtra de manière significative le processus d'assimilation des connaissances chez les jeunes. Le but de cette activité est de comparer les résultats du débat tripartite à la situation réelle dans leur propre pays. Il est possible qu'une partie de ce travail ait déjà été effectuée précédemment, par exemple, dans le module Recherche et information. Le cas échéant, cela signifie que les informations dont le groupe a besoin sont à portée de main.

Il est également possible qu'une partie de ces informations ne soit pas facilement disponible ; le groupe devra alors mener une recherche pour trouver les réponses à ses questions. Ce pourrait être aussi une bonne idée du point de vue de l'intégration communautaire d'inviter des représentants des partenaires tripartites à venir discuter de ces questions avec le groupe.



Le but est donc que les jeunes comparent la situation juridique actuelle dans leur pays aux résultats du débat et aux "décisions" qu'ils ont prises sur les questions liées à la protection de l'enfant. Les informations sur des matières telles que l'âge minimum d'admission à l'emploi, l'âge de la scolarité obligatoire, et ainsi de suite, sont généralement disponibles dans les bureaux du gouvernement central ou local. Les organisations d'employeurs et/ou de travailleurs devraient également être en mesure de fournir ces informations.

Ce serait aussi un exercice intéressant de comparer les résultats du débat tripartite avec les normes internationales du travail adoptées par les conventions des Nations Unies et de l'OIT abordées dans le module Recherche et information.

Cet exercice devrait se dérouler dans le contexte d'une discussion générale et informelle avec l'ensemble du groupe. Comparez les résultats de leur propre débat aux normes nationales et internationales. Cherchez les différences. Les jeunes estiment-ils que leur position est la meilleure pour les enfants ? Considèrent-ils que leur propre législation, voire les normes internationales ne sont pas suffisantes pour protéger les enfants ? Que pensent-ils des différences ? Veulent-ils dire quelque chose au sujet des différences ? Veulent-ils contacter les partenaires tripartites à propos de ces différences et divulguer leurs commentaires publiquement ? Veulent-ils écrire aux responsables clés et demander ce qui est en train d'être fait pour protéger les enfants sur le lieu de travail et contre l'exploitation ?

Cet exercice peut s'avérer très intéressant et une expérience efficace pour ces jeunes. Ils en sortent dotés de connaissances et ils comprendront la nécessité de protéger les enfants dans la société et sauront comment cela peut se faire. C'est une étape significative de leur développement personnel et social et vous devriez les encourager et les soutenir dans toute autre action qu'ils voudront entreprendre. Une telle action pourrait inclure le fait d'écrire des lettres à des hommes politiques du gouvernement central ou local, écrire aux organisations d'employeurs, contacter des syndicats, concevoir une campagne auprès des médias, inviter des hauts fonctionnaires à venir discuter ces questions avec eux au cours d'un débat public, par exemple, une table ronde (voir le module Débats). S'ils se sentent assez forts pour aller plus loin, laissez-les suivre leur instinct et leurs sentiments, tout en les soutenant le mieux possible. C'est exactement le genre d'action que vous espérez déclencher grâce à ce module.

À faire et à ne pas faire !

- Veillez à ce que chacun participe à toutes les séances de ce module. Il s'agit d'un exercice très important, surtout grâce au fait qu'il apporte aux jeunes quelques notions sur le mode de fonctionnement du monde du travail - une place où tous passeront une bonne partie de leur vie.
- Encouragez un peu d'humour et un échange de propos légers au sein du groupe pour favoriser la séance car elle peut devenir éprouvante à cause de toutes les informations à gérer.





- Encouragez les individus au sein des groupes à prendre des notes eux-mêmes et aussi à jouer le rôle de rapporteurs en prenant note des principaux points soulevés pendant les discussions. Il s'agit d'une expérience et d'une compétence très utile pour les jeunes. Cet expérience leur rendra service dans le cadre de leur éducation générale.
- Prenez vous-même des notes des points principaux soulevés par le groupe et par les individus.
- Utilisez la séance de « debriefing » dans le cadre de cet exercice de façon adéquate et laissez les groupes s'exprimer ouvertement et librement.
- Si possible, utilisez une caméra vidéo ou un ordinateur, surtout pendant les éventuelles interviews ou le débat.
- N'exécutez pas nécessairement tous les exercices du module. Selon le temps, les ressources et autres contraintes, vous pourriez envisager d'effectuer uniquement un des exercices. Choisissez celui qui s'adapte le mieux aux besoins et aux caractéristiques du groupe.
- Veillez à ce que les interviews soient discutées en détail, préparées et suivies de façon appropriée (voir module Entretiens et enquêtes).
- Encouragez le groupe à envoyer des lettres de remerciements aux personnalités qui ont participé à ces exercices.
- Ne confrontez aucun jeune à une situation où son estime de soi puisse être minée, notamment s'il n'est pas doué pour mettre en oeuvre une interview ou pour jouer un rôle prépondérant tel que porte-parole du groupe. Chaque membre du groupe devrait être en mesure de trouver son rôle dans ces exercices. Soutenez ce processus et veillez à ce que tous les jeunes soient à l'aise dans leurs rôles.
- Veillez à ce que tous les membres du groupe soient engagés dans les activités de recherche, comme la rédaction des lettres, étant donné que cela favorisera la valorisation de leurs compétences personnelles, sociales et de communication.
- Ne permettez pas que les tâches deviennent trop compétitives.
- Assurez-vous que des extraits de tous les travaux seront lus à haute voix et pas seulement ceux que vous estimez être les meilleurs ou les plus pertinents. Le travail et les points de vue de tout un chacun comptent et les jeunes doivent vous considérer équitable, sans exprimer de jugement de valeur.

- Ne permettez pas que les jeunes se moquent des travaux finis ou de ceux qui participent aux séances de dialogue social.
- Soutenez et encouragez totalement le groupe s'il décide d'entreprendre des actions à la suite du débat tripartite. Votre soutien et votre encouragement sont très importants pour eux et renforceront encore plus le sentiment de confiance que vous échaufadez au sein du groupe.

Discussion finale

1 séance d'enseignement

Lorsque l'exercice est fini, rassemblez le groupe dans sa salle de réunion ou de classe habituelle et faites en sorte que l'atmosphère soit détendue et décontractée. La présence des personnes-ressource qui vous ont aidé serait souhaitable. Disposez devant vous le matériel qui provient de l'exercice (les résultats des tâches, les rapports d'interview, les enregistrements vidéo ou les résultats du débat tripartite).

Parlez du processus auquel le groupe a été soumis et engagez une discussion générale sur chaque aspect des exercices, allant de la préparation et de la rédaction des projets jusqu'à l'activité et au suivi. Vérifiez ce que les jeunes ont le plus apprécié et ce qui les a, par contre, enthousiasmés dans une moindre mesure. Donnez-leur la possibilité de s'exprimer librement et ouvertement sur n'importe quel aspect s'y rapportant. Accordez-leur la liberté de parler et de s'exprimer au fur et à mesure que le projet progresse. Cela suffira à leur donner confiance et consolidera les liens qui unissent le groupe.

Vu le volume et la nature du travail que votre groupe accomplira, la discussion finale sera très importante. Le module Monde du travail est une composante importante du processus de sensibilisation des jeunes à l'égard du travail des enfants. Il les aide à situer la question dans son contexte et à mieux comprendre certains "pourquoi" du travail des enfants et de quelle manière les enfants peuvent être mieux protégés. Grâce au débat tripartite, les jeunes se rendront compte de la complexité du monde du travail et de la manière dont chaque groupe - gouvernements, employeurs et travailleurs - constitue une partie du problème mais également une partie de la solution.



Jetez un coup d'œil aux sections de discussion finale des modules Entretiens et enquêtes, Recherche et information et Débats. Elles contiennent des informations utiles qui étayeront la discussion finale de ce module.

Évaluation et suivi



En ce qui concerne les indicateurs mesurables dans le cadre de ce module, il existe réellement des résultats spécifiques qui sont mesurables, indépendamment de leur vérification. Selon les exercices que vous décidez d'effectuer, les groupes auront accompli un travail de recherche, peut-être fait une interview et mené à bien un débat sur la question du travail des enfants.

Certains indicateurs pour ce module sont moins évidents à court terme. La réussite de ce module sera seulement démontrée grâce au progrès des individus tout au long de la mise en œuvre d'autres modules. Le débat tripartite en particulier peut s'avérer un processus très intéressant, assez dynamique et plein d'énergie.

Ce module donne la possibilité aux jeunes d'ouvrir un canal de communication avec les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs, ce qui est assez important dès à présent et peut avoir des implications encore plus importantes au fur et à mesure que les jeunes progressent en tant qu'individus et réfléchissent sur leur propre avenir scolaire et professionnel. Quant à leur développement personnel et de leurs compétences sociales, il s'agit d'une opportunité d'apprentissage significative. Le module accroît aussi le sens de responsabilité des jeunes, étant donné qu'ils assumeront les rôles de personnes et d'experts très importants, tout en essayant de penser de la même façon qu'eux et de prendre les positions que ces personnes probablement prendraient. Ce module les aide à comprendre ce que les gouvernements, les organisations d'employeurs et de travailleurs peuvent faire à l'égard de la campagne mondiale pour l'abolition du travail des enfants.

Lorsque vous avez achevé ce module, à votre satisfaction, passez à un autre module. Si vous n'avez pas encore exécuté les modules Médias, nous vous suggérons de le faire suite à celui-ci. Autrement, vous pourriez envisager d'effectuer les modules Jeux de Rôle ou Expression scénique.

Annexe 1

Considérations pour les groupes tripartites du débat

Groupe du gouvernement

Les principaux intérêts de ce groupe comprennent

- *Législation* - Les lois indispensables à un pays pour protéger les personnes, gérer l'économie, protéger les travailleurs, protéger les enfants, prendre des mesures pour que la société se développe dans un cadre de cohésion sociale.
- *Services publics* - Quels sont les services que le gouvernement met à disposition de sa population ? Santé ? Éducation ? Transports ? Comment est-ce que ces services sont financés ? Comment sont-ils distribués ? Est-ce que tout le monde a droit à l'éducation ? Le gouvernement doit-il assurer une éducation gratuite pour tous ? Peut-il se permettre de le faire ? Peut-il se permettre de ne pas le faire ? Est-ce que les citoyens doivent payer quelque chose ? Le système de santé est-il gratuit ou payant ? Le gouvernement a-t-il les moyens pour offrir des services publics de bonne qualité ?
- *Sécurité sociale* - Comment est-ce que le gouvernement prend soin des indigents ? Comment la pauvreté est-elle gérée ? Le gouvernement a-t-il les moyens de maintenir un État Providence ? Quels sont les critères présumés de l'aide gouvernementale ? Le gouvernement se préoccupe-t-il de l'augmentation de la population ? De quelle manière ?
- *Planification* - Y a-t-il de grandes villes dans ce pays ? Sont-elles convenablement contrôlées et y a-t-il une planification urbaine efficace ? Les personnes des régions rurales migrent-elles vers les villes ? Pourquoi ? Peut-on faire quelque chose pour ralentir ce processus ? Le gouvernement peut-il investir dans le développement rural pour persuader les personnes à y rester ? Comment la planification se conjugue-t-elle avec les transports et les services publics ? Y a-t-il assez d'écoles et d'enseignants dans les régions rurales ?
- *Type de gouvernement* - Est-ce que tout est contrôlé, géré et financé par un gouvernement central ? Ou bien, est-ce que le gouvernement estime qu'il serait plus démocratique, plus juste et plus efficace de décentraliser sa structure et de permettre aux gouvernements régionaux de gérer leurs propres problèmes au sein de leur juridiction ? Le cas échéant, est-ce que le gouvernement central contrôle les gouvernements régionaux ou bien les gouvernements régionaux sont-ils dirigés par des hommes politiques démocratiquement élus qui gèrent les activités d'une région donnée du pays ?

Par exemple, contrôlent-ils ce qui se passe sur le lieu de travail, en matière d'éducation, et ainsi de suite ?

- *Droits des citoyens, libertés et droits de l'homme* – Est-ce que le gouvernement veut rallier les personnes en déclarant qu'il respectera intégralement tous les droits de l'homme, y compris les droits des enfants ? Les travailleurs seront-ils en mesure de bénéficier de leurs droits syndicaux ? Jusqu'à quel point la démocratie est-elle démocratique ? À quel prix ?

Groupe des employeurs

Les principaux intérêts de ce groupe comprennent

- *Législation* - Quelles sont les lois que les employeurs voudraient voir en place pour régir des domaines tels que l'âge des travailleurs ? Veulent-ils essayer de restreindre les droits des travailleurs de s'organiser en syndicats et d'exiger des salaires plus élevés ou de meilleures conditions de travail ? Quelle serait la réaction des employeurs à la mise en place d'un inspectorat du travail plus performant et plus efficace ? Accueilleraient-ils favorablement des lois qui protègent mieux les enfants et les jeunes ?
- *Responsabilité sociale* – Est-ce que les employeurs devraient être censés investir leur bénéfices dans des domaines tels que la construction d'écoles, le développement communautaire, le développement des infrastructures, la création d'emplois, le traitement écologique des déchets, la protection de l'environnement, etc. ? Les employeurs doivent-ils avoir une responsabilité sociale forte ? Estiment-ils que ce qui se passe dans la société les regarde ?
- *Privatisation et services publics* - Les employeurs préféreraient-ils avoir des services publics de bonne qualité, financés avec l'argent des contribuables et gérés par un gouvernement qui justifie publiquement ses décisions ? Ou aimeraient-ils gérer ces services eux-mêmes et les transformer en entreprises rentables, fonctionnant à un coût peu élevé, même si cela affecte la qualité des services ? Aimeraient-ils donc voir les services publics privatisés et mis sur le marché au plus offrant ? Comment dirigeraient-ils ces services par la suite ? Par exemple, croient-ils que les services éducatifs devraient être privatisés ou que l'éducation devrait rester sous la responsabilité du gouvernement ?
- *Sécurité sociale* - Contribuer aux pensions de retraite et d'invalidité, aux congés de maternité, aux frais d'études des enfants des travailleurs, etc. coûte de l'argent. Contribuer à un plan de santé du gouvernement afin que les personnes puissent avoir une assistance médicale coûte aussi de l'argent. Les employeurs considèrent-ils qu'ils devraient payer toutes ou certaines contributions à ces plans de sécurité sociale destinés à leurs travailleurs ? Ou bien les travailleurs doivent-ils financer tout cela de leur propre poche ? Les employeurs veulent-ils organiser leur propres plans de pension destinés aux travailleurs retraités ou contribuent-ils à une pension de l'État ? Croient-ils qu'ils devraient aider les travailleurs défavorisés en mettant à leur disposition

des services, par exemple des crèches pour aider les travailleuses, la formation destinée aux travailleurs qui désirent se former professionnellement, des prêts accordés aux travailleurs qui ne peuvent pas payer les taux d'intérêts bancaires, etc. ? Quels sont les coûts sociaux du ressort des employeurs ? Sont-ils censés se soucier des travailleurs, des communautés, de l'environnement et du pays ?

- *Droits des travailleurs et droits des employeurs* - Peut-il être préjudiciable pour les employeurs que les travailleurs puissent devenir membres de syndicats représentatifs qui sont forts et qui peuvent influencer l'opinion publique et les gouvernements ? Que pensent les employeurs des droits individuels et des libertés individuelles ? Est-ce que ces droits doivent être adoptés et appliqués à tous ? Est-ce que certains de ces droits doivent être limités dans certains cas ? Qui prend la décision ? Est-ce que les employeurs doivent bénéficier complètement de leurs droits ? Est-ce que les autres devraient avoir la possibilité de se prononcer en ce qui concerne les droits des employeurs ? Pourquoi ? Et en ce qui concerne le gouvernement ? Pourrait-il imposer des règles et réglementations aux employeurs et peut-être limiter certaines des libertés qu'ils souhaitent avoir ?
- *Organisation* - Est-ce que les employeurs s'unissent pour protéger leurs intérêts ? Estiment-ils qu'ils sont en mesure de négocier avec le gouvernement et les travailleurs tout seuls ? Ou, considèrent-ils qu'ils seraient beaucoup plus forts s'ils formaient une fédération qui les représente tous et qui constituerait un puissant groupe de pression ?

Groupe des travailleurs

Les principaux intérêts de ce groupe comprennent

- *Responsabilités/structures des syndicats* - Quel est le rôle des syndicats ? Qui représentent-ils ? Leurs membres, c'est-à-dire les personnes qui paient pour s'inscrire et bénéficier de leurs services ? Ou travaillent-ils aussi pour les familles de leurs membres ? S'intéressent-ils à d'autres questions à part celles liées au travail ? Sont-ils intéressés par les questions liées à l'environnement, aux personnes marginalisées et vulnérables ? Jouent-ils un rôle dans la société en la protégeant et en veillant à ce qu'elle se développe de façon sûre et efficace ? Quelle est la source de leur revenu ? Qui paie leurs dépenses et leurs salaires ? Quelle est l'importance de cela pour leur indépendance ? Est-ce que les membres leur dictent ce qu'ils doivent faire ou disent-ils aux membres ce qu'ils doivent faire ? Reçoivent-ils des subventions de la part du gouvernement ou des employeurs ? Pourquoi ? Comment ? Est-ce que cela signifie que le gouvernement et les employeurs ont un mot à dire concernant ce qu'ils font et comment ils le font ?

- *Législation* – Les syndicats travaillent pour qu'un cadre juridique soit mis en place pour protéger leurs membres et leurs familles, les éléments les plus vulnérables de la société, l'environnement et qui soit le garant de la démocratie et des droits de l'homme fondamentaux. Ils veulent s'assurer qu'aucun des autres groupes ne devienne trop puissant en créant des lois qui servent ses besoins et volontés. Ils veulent servir de contrepoids au gouvernement et aux employeurs. Est-il important de déterminer une limite d'âge légal d'admission à l'emploi pour les jeunes ? Quelle serait cette limite ? Est-ce que les jeunes doivent pouvoir travailler la nuit, pendant de longues heures, percevant des salaires trop bas ou faisant des travaux où ils pourraient se blesser ou même mourir ? Quels sont les emplois qui pourraient affecter l'état d'esprit et le moral des jeunes ? De quelle façon le syndicat protège-t-il ces jeunes ? Le syndicat doit-il s'engager ? L'âge auquel les jeunes commencent à travailler doit-il se conjuguer avec l'âge de la scolarité obligatoire ? Alors, comment le gouvernement équilibre-t-il les deux ? Quelles sanctions doit-on appliquer aux employeurs qui exploitent les enfants et comment le gouvernement et les syndicats peuvent-ils contrôler cette situation ? Quels sont les autres facteurs qu'on doit prendre en compte dans le cas des enfants qui travaillent ?
- *Responsabilité sociale* - La société doit se développer. Les gouvernements et les employeurs doivent contribuer au développement social. Si une société gagne beaucoup d'argent grâce à une grande usine implantée dans la ville, ne serait-ce donc pas juste de demander à cette société sa contribution en vue du développement de cette ville et au profit de ses habitants ? Peut-être en aidant à construire une école, en s'assurant qu'elle ne nuit pas à l'environnement, voire en contribuant à l'amélioration de l'environnement ? Quelqu'un ne doit-il pas assumer de responsabilité à l'égard de la protection des personnes, notamment des plus vulnérables de la société, les enfants, les femmes, les personnes âgées, les handicapés, les malades et les pauvres ? Est-ce que les syndicats aussi doivent assumer un rôle dans la responsabilité sociale ? Après tout, leurs intérêts fondamentaux consistent à aider leurs membres et améliorer leurs conditions de travail, ce qui ne leur laisse pas le temps ou la volonté de s'impliquer dans d'autres questions ? Mais s'ils ne le font pas, qui le fera ? Le gouvernement, les employeurs ?
- *Indépendance politique et budgétaire* - Les syndicats doivent-ils être complètement indépendants vis-à-vis de la politique ? Doivent-ils permettre au gouvernement (ou aux employeurs) d'interférer dans la façon dont ils sont dirigés et dont ils gèrent leurs problèmes ? Les syndicats doivent-ils accepter des contributions financières du gouvernement, des partis politiques ou des employeurs ? Est-ce que les syndicalistes doivent être élus par les membres ou désignés par un groupe plus petit au sein du syndicat ? Comment un syndicat est-il en mesure de garantir son indépendance et de prévenir les phénomènes de corruption ?
- *Services publics* - Dans quelle mesure est-il important pour les syndicats que le gouvernement assure des services publics de qualité ? Les syndicats organisent-ils les travailleurs des services publics, c'est-à-dire, fonctionnaires

publics du gouvernement central ou local ? Qui bénéficie des services publics de bonne qualité ? De quelle manière peuvent-ils influencer les décisions prises par le gouvernement, aussi bien que les pressions exercées sur le gouvernement par les employeurs ? Les syndicats soutiendraient-ils la privatisation ? Il existe de bons arguments en faveur de la libéralisation du marché : doit-on l'appliquer aussi aux services publics ? Qui paie pour les services publics et qui prend les décisions sur la façon dont ils doivent être orientés, gérés et distribués dans le pays ?

- *Sécurité sociale* - Les syndicats doivent-ils se poser des questions par rapport à qui paie les pensions, la santé, l'éducation, les allocations de chômage, les congés de maladie et de maternité ? Est-ce que ces questions sont du ressort du gouvernement, des employeurs, ou des deux ? Doit-il y avoir une contribution à ces coûts de la part des travailleurs/membres des syndicats ? Qui gère la sécurité sociale ? Doit-elle être uniquement du ressort du gouvernement ou gérée par un comité de décideurs démocratiquement élus ? Qui prend les décisions en cas de différend ? Les tribunaux ? Mais qui contrôle les tribunaux, désigne les juges, etc. ? Le système judiciaire du pays doit-il être indépendant du gouvernement et essayer de prévenir la corruption et l'abus ? Comment le pays gère-t-il la pauvreté ? Dans quelle mesure s'occupe-t-il des indigents - les vulnérables, les malades, les personnes âgées, les démunis ? Qui décide sur la façon dont les personnes sont catégorisées par rapport au soutien et à l'aide financière dont elles ont besoin ? Est-ce que ceci doit préoccuper les syndicats ? Doivent-ils seulement intervenir quand cela concerne leurs membres ?
- *Planification économique et commerce* - Imaginons que le gouvernement promet aux employeurs que, à condition qu'ils ouvrent de nouvelles usines dans une région rurale, ils pourront agir sans l'intervention des syndicats et en payant des salaires réduits aux travailleurs ; imaginons qu'il est même disposé à fermer les yeux sur le travail des enfants ; que feront les syndicats ? Comment s'assurent-ils que les questions liées au commerce, si importantes pour le développement d'un pays, ne sont pas utilisées en tant qu'outil pour faire travailler les pauvres des régions rurales dans des conditions pénibles et en leur offrant de bas salaires ? Comment s'assurent-ils que les enfants sont protégés dans ces circonstances ? Est-ce que les mêmes lois de la région doivent être appliquées aux sociétés étrangères qui viennent s'implanter dans le pays ? Et quelles sont les conditions de travail des travailleurs des sociétés étrangères ? Le syndicat est-il aussi en mesure de les organiser et de défendre leurs intérêts ? Est-ce que les syndicats participent au processus de prise de décision par rapport à la planification économique et aux questions du commerce ? Est-ce de leur ressort ? Sont-ils qualifiés pour le faire ? Est-ce que ces décisions doivent être laissées uniquement au gouvernement et aux employeurs ou bien d'autres groupes doivent y être impliqués ? Pourquoi ?
- *Droits des travailleurs et droits de l'homme* - C'est une question fondamentale pour les syndicats étant donné que l'existence effective de ces droits sous-tend leurs activités. Si ces droits existent, les syndicats y sont pour quelque chose :

l'essence même des syndicats réside dans la défense des droits des travailleurs. Les syndicats doivent donc s'assurer que chaque travailleur, chaque personne et chaque enfant bénéficie des droits de l'homme fondamentaux tels qu'ils sont consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Les syndicats veulent que leurs membres bénéficient de tous leurs droits syndicaux et soient convenablement protégés et défendus. Et les droits des autres, jusqu'à quel point peuvent-ils s'en intéresser ? N'appartient-il pas au gouvernement de faire respecter les droits de l'homme ? Et si le gouvernement ne s'acquitte pas de cette tâche de manière efficace, qui protégera ceux qui ne peuvent pas se défendre, par exemple, les enfants ? Qui surveille le gouvernement et les employeurs pour s'assurer qu'ils se comportent de façon appropriée ? Quels mécanismes ont été mis en place pour garantir le respect des droits ?



Arrêtez le travail des enfants!

Programme international pour l'élimination du travail des enfants

Projet INT/99/M06/ITA financé par le Gouvernement italien

Produced by the International Training Centre of the ILO, Turin
in collaboration with the

